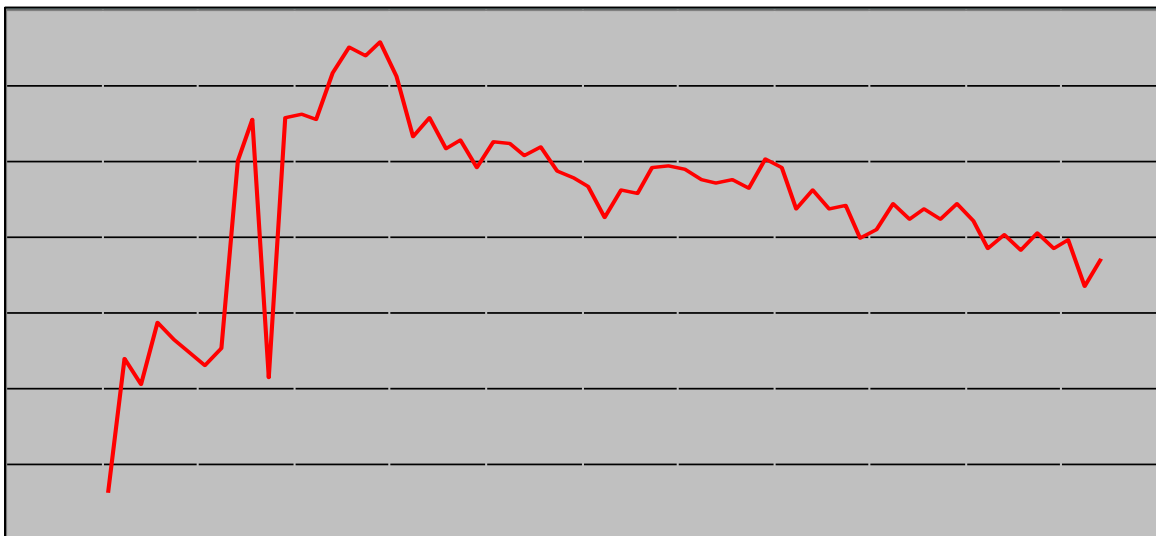


Republique du Tchad
Ministère de l'Economie et du Plan
Secrétariat Général
Institut National de la Statistique,
des Études Economiques et Démographiques



Note Trimestrielle de Conjoncture



DEUXIEME TRIMESTRE 2009

TABLE DES MATIERES

RUBRIQUES	Pages
SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS	2
SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE DU TCHAD AU DEUXIEME TRIMESTRE 2009	3
I – L’EVOLUTION DE L’ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
III – L’INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	6
IV - LE SECTEUR INDUSTRIEL	6
V - LE SECTEUR PETROLIER	7
V.1- La production pétrolière	7
V.2- Importation et mise à la Consommation des hydrocarbures	8
VI - LES FINANCES PUBLIQUES	9
VI.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires	9
VI.2- LA DETTE PUBLIQUE.	9
VI.2.1. La Situation de la dette publique extérieure	9
VI.3- LA SITUATION MONETAIRE	10
VI.3.1. La situation monétaire	11

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

BEAC :	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
CEMAC :	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
FMI :	Fonds Monétaire International
INSEED :	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
ND :	Non Disponibles
PIB :	Produit Intérieur Brut
RGPHT :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Tchad
UE:	Union Européenne
\$ US:	Dollars US
BRENT :	pétrole de référence sur le marché international

SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE ECONOMIQUE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2009

Situation économique plutôt mitigée

Au deuxième trimestre 2009, l'activité s'est nettement moins contractée dans les économies avancées que nous ne l'avions anticipé en mars. Les économies de ces pays ont commencé à donner des signes de reprise après la crise financière. C'est ainsi qu'en Allemagne et au Japon, la consommation privée a surpris par sa vigueur soutenue par les plans de relance et notamment les mesures en faveur du secteur automobile.

La conjoncture économique interne est marquée au niveau du secteur primaire par le repli de la production dans les deux zones de production du fait de la baisse des superficies emblavées d'une part, et des inondations enregistrées dans certaines localités, d'autre part.

Au niveau du secteur secondaire, la tendance du second trimestre laisse entrevoir une baisse faisant suite à une autre contre performance enregistrée au premier trimestre. Cette chute de l'activité de production s'est traduite par une légère diminution de l'indice d'ensemble malgré la bonne tenue de certaines branches notamment la branche fabrication des produits alimentaires.

Le secteur tertiaire est caractérisé à fin juin par une hausse spectaculaire des chiffres des services de 141% en glissement annuel pour une contribution du sous secteur téléphonie de 170%.

Les prix à la consommation sont restés stables en variation trimestrielle. Par contre en glissement annuel le niveau général des prix reste toujours élevé avec une hausse de 11% comparé au deuxième trimestre 2008. En cause les produits alimentaires suivis des prix des restaurants et hôtels

S'agissant des finances publiques, au terme du deuxième trimestre, il est observé un net recul de recouvrement des recettes et une explosion des dépenses en raison d'une hausse du service de la dette de 132%

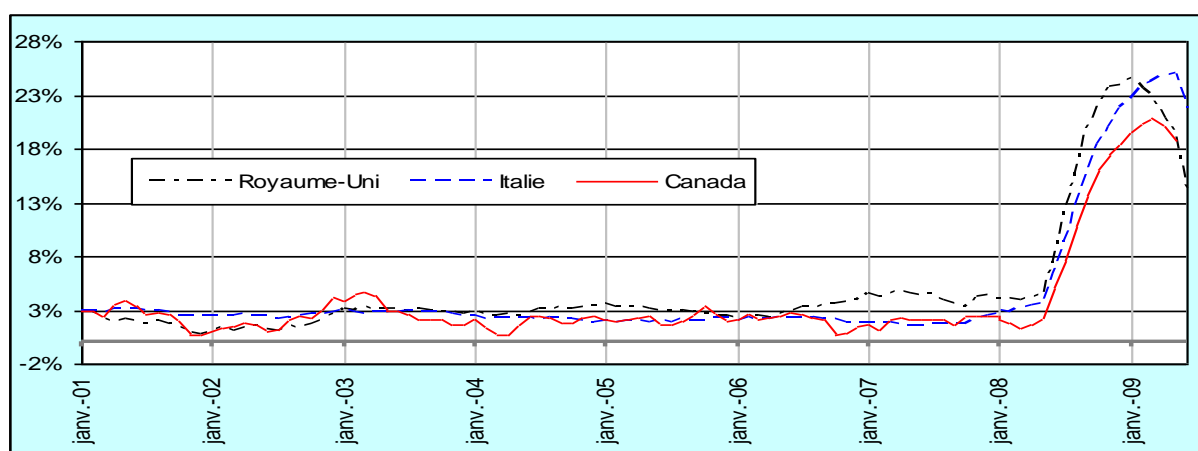
La situation monétaire est caractérisée à fin juin 2009 par une baisse des avoirs extérieurs nets de 25,8%, un remarquable bond des crédits intérieurs de 176,1 milliards atteignant 186 milliards. Quant à la position nette du gouvernement, elle est créditrice et s'est effondrée de 94,3% se situant à 8,1milliards en juin 2009 contre 142 milliards un an plus tôt.

I- L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Au deuxième trimestre 2009, l'activité s'est nettement moins contractée dans les économies avancées que nous ne l'avions anticipé en mars 2009. Ces pays ont bénéficié de la forte reprise de la demande dans les pays émergents, notamment

en Chine. Par ailleurs, la consommation privée a surpris par sa vigueur en Allemagne et au Japon, soutenue par les plans de relance et notamment les mesures en faveur du secteur automobile.

Figure 1 : Evolution de l'inflation dans quelques pays du G7



Source : Afristat

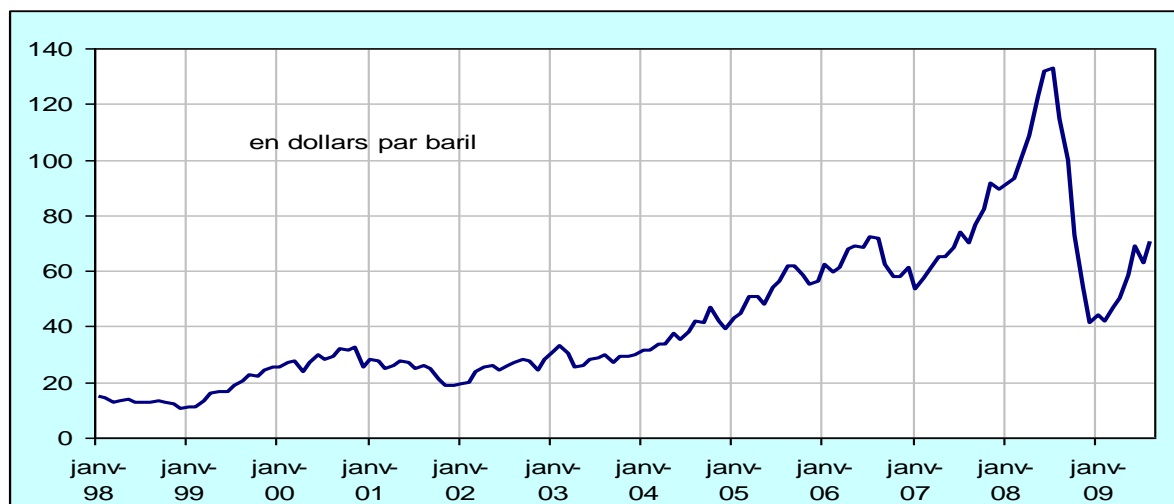
Au second semestre, le dynamisme du commerce mondial s'accroîtrait. Il resterait impulsé par les pays émergents et serait en outre porté par un regain d'activité dans les économies avancées. Après le creux exceptionnel observé au plus profond de la crise. Suivant les enquêtes de conjoncture, les perspectives d'activité se rétabliraient à des niveaux habituellement observés. Ainsi en France, la croissance du PIB serait de 0,5 % au troisième trimestre et de 0,3 % au quatrième 2009 selon l'INSEE.

Dans les économies avancées, l'inflation « sous-jacente » s'inscrit dans une tendance à la baisse mais

reste presque partout positive. La baisse de l'inflation tient d'abord à la hausse du chômage et à la modération salariale qu'elle induit. Elle tient également à la faiblesse de la demande qui contraint les entrepreneurs, tout au long de la chaîne de production et de distribution, à modérer leurs prix pour conserver des clients.

Les prix du pétrole ont rebondi début 2009 : la reprise de la demande chinoise a conduit les opérateurs à anticiper des tensions sur le marché pétrolier, alors même qu'à court terme, l'excédent de l'offre de pétrole sur la demande continue de croître.

Figure 2 : Evolution du cours du pétrole



Source : Afristat

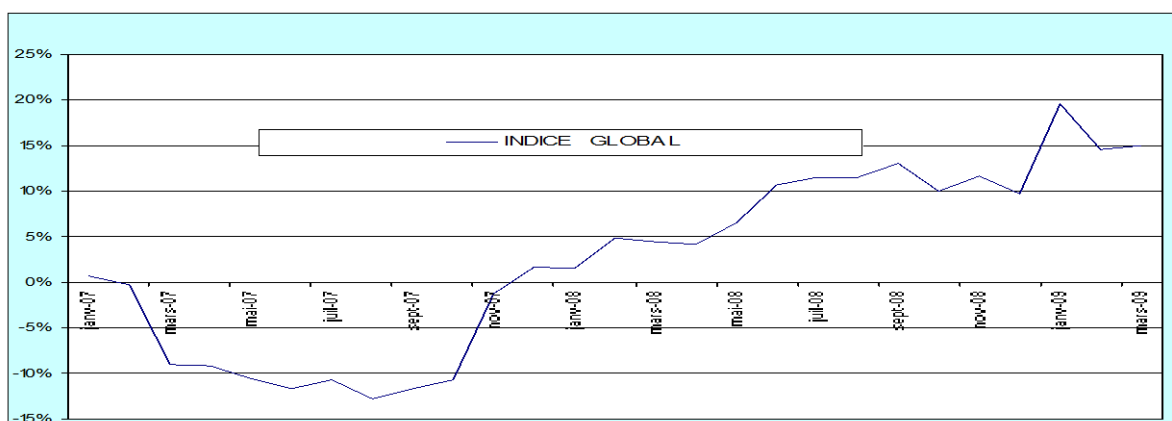
III-LES PRIX A LA CONSOMMATION A N'DJAMENA

Prix à la consommation : en hausse

Au deuxième trimestre 2009, l'indice des prix à la consommation est resté stable en variation trimestrielle mais connaît une hausse de 11% en glissement annuel. Il passe ainsi à 119,03 points contre 107 points un an plus tôt. A fin juin 2009, l'inflation moyenne s'est établie à 12,5% en raison de la flambée des prix de l'énergie qui connaît une hausse de

65,8% depuis douze mois et aussi en partie aux prix des produits alimentaires malgré l'adoption par le gouvernement de certaines mesures contre la vie chère, notamment le système de contrôle des prix sur les marchés par le Ministère du commerce.

Figure3 : Evolution de l'indice des prix à la consommation



Source : INSEED

IV. LE SECTEUR INDUSTRIEL

Chute de l'activité industrielle

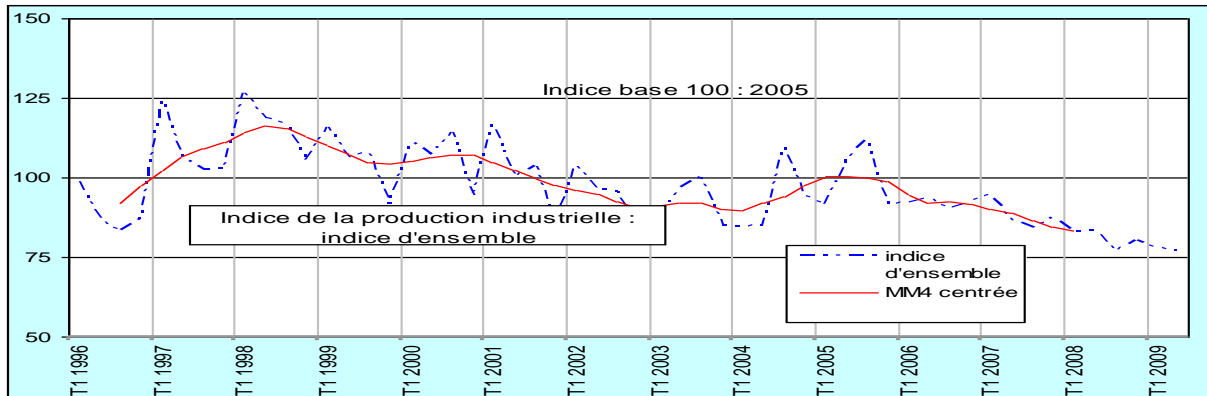
La tendance de l'activité industrielle au deuxième trimestre 2009 est marquée par une légère baisse de l'indice d'ensemble de 1% en variation trimestrielle. Tandis qu'en glissement annuel cette baisse s'estime à 8% sur la période. La baisse de l'activité de production en glissement annuel est imputable essentiellement à la fabrication des textiles suivis de l'énergie qui plombent de 33% et de

20% respectivement. Cependant, on note une hausse de 24% de la fabrication des produits alimentaires ; hausse impulsée par les boissons qui enregistrent une hausse de 10% et 66% respectivement pour les boissons gazeuses et les bières. En moyenne, sur les deux trimestres de l'année, il est observé une baisse de l'indice de 7% par rapport à la même période de l'année 2008 grâce

à la contribution de la branche édition et fabrication des métaux qui

ont baissé respectivement de 74% et 51%.

Figure4: Evolution de l'indice d'ensemble



Source : INSEED

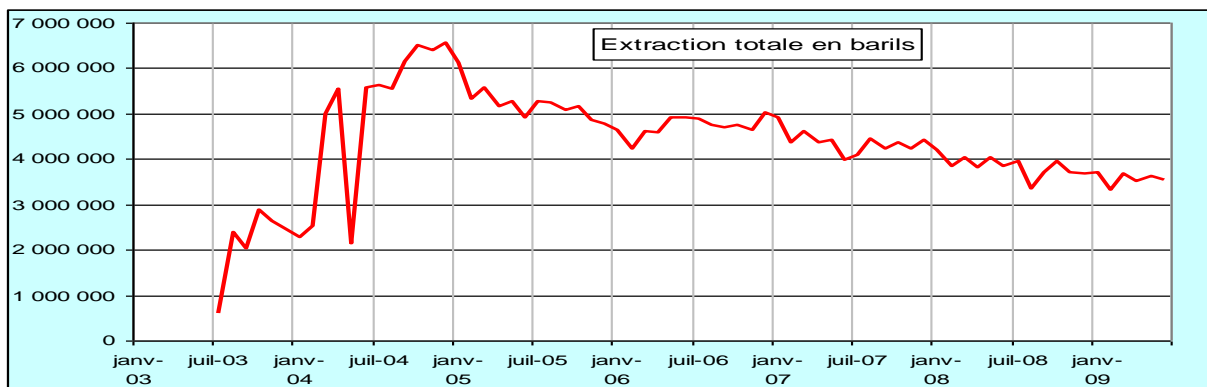
V. LE SECTEUR PETROLIER

V-1 La production pétrolière : Baisse continue

Au terme du deuxième trimestre 2009, la production pétrolière est restée stable en variation trimestrielle tandis qu'elle est en baisse de 10 % en glissement annuel.

Cette baisse de production est imputable, à la fois, aux fréquentes pannes des pompes et à la faible performance des réservoirs dus à la baisse de pression.

Figure5: Evolution de la production



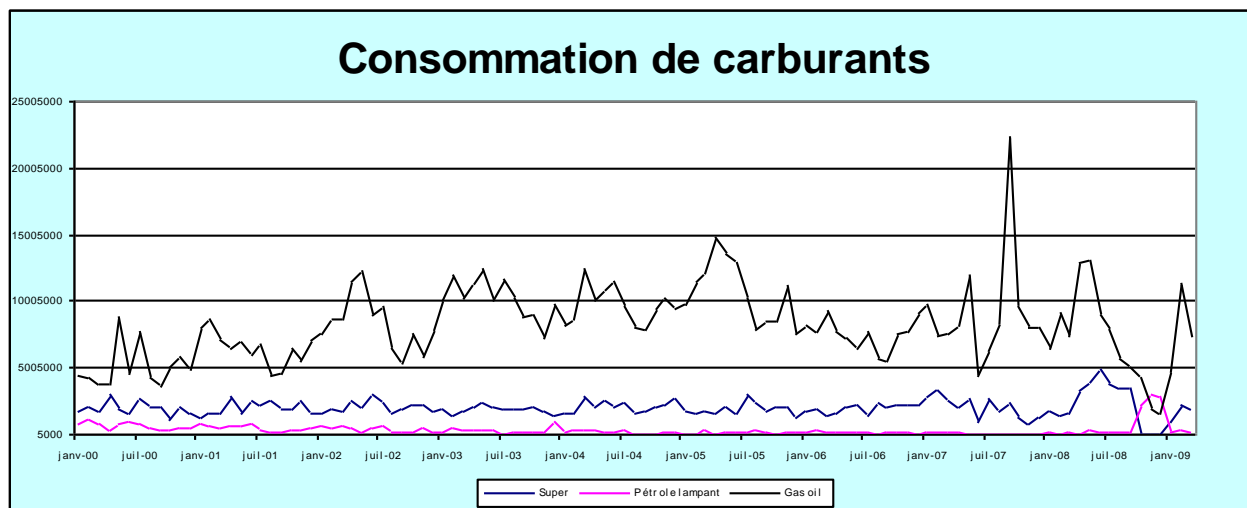
Source : données du Ministère du pétrole

V.2 Mise à la Consommation d'hydrocarbures

Le volume la consommation des hydrocarbures a fortement augmenté ce deuxième trimestre 2009. C'est ainsi qu'en variation trimestrielle, on assiste à une hausse de 23%, 209%, 208% respectivement pour le super, le pétrole lampant et le gasoil. Aussi en glissement annuel, une hausse spectaculaire est observée pour le pétrole lampant +148%. Cette

hausse proviendrait d'une demande plus forte des ménages en compensation d'un manque de l'énergie électrique dans les foyers et d'une forte substitution du pétrole lampant au charbon de bois après la mesure d'interdiction par le Gouvernement.

Figure6: Evolution de la mise à la consommation des hydrocarbures
(Milliers de litres)



Source : Fiscalité pétrolière

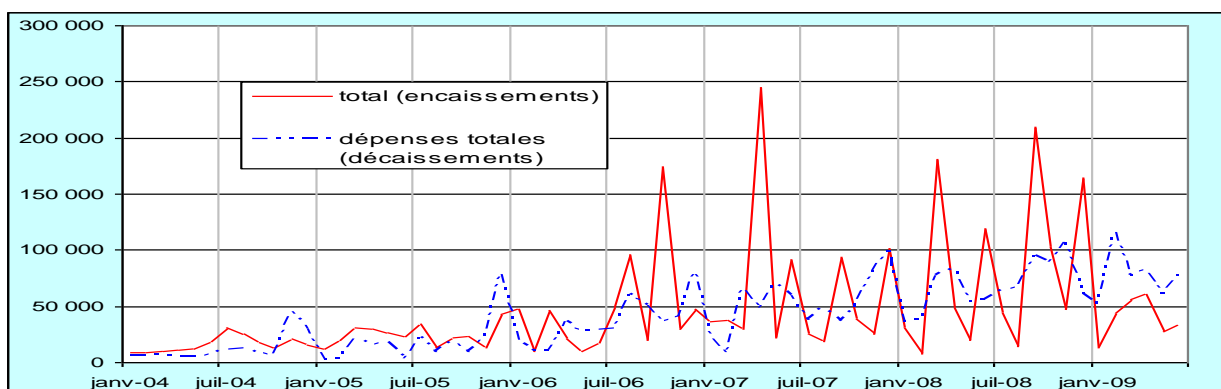
VI-LES FINANCES PUBLIQUES

VI.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires

Les recettes budgétaires recouvrées à fin juin 2009 sont évaluées à 227,028 milliards contre 406,297 milliards pour la même période en 2008 soit une baisse de 179,169 milliards en valeur absolue et 44% en valeur relative. A l'origine de cette mauvaise performance, on relève une baisse des recettes fiscales de

l'ordre de 54,71%. Il faut ajouter à cette raison une baisse du cours du Brent occasionnant une chute des redevances. Quant aux dépenses budgétaires, elles sont évaluées à fin juin 2009 à 365,291 milliards contre 255,984 un an auparavant soit une augmentation de 36,82 tirée essentiellement par le service de la dette qui a explosé de 132%.

Figure7: Evolution des recettes et dépenses de l'Etat



Source : Direction du Trésor

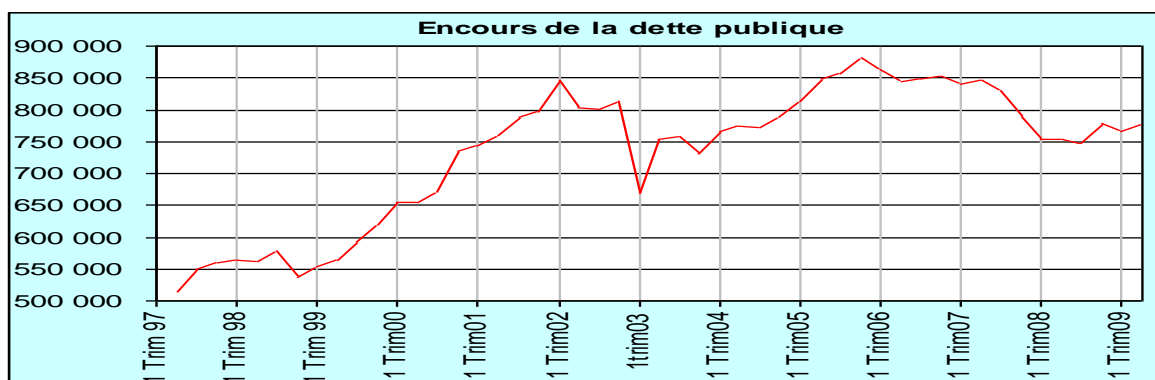
VI.2 LA DETTE PUBLIQUE

VI.2.1 Situation de la dette publique extérieure

L'encours de la dette extérieure est en baisse de 3% en variation trimestrielle. On note de même une hausse de 3% en glissement annuel. Les tirages ont considérablement baissé sur la période atteignant 964 millions contre 7,090 milliards.

Les remboursements effectués à la fin de ce trimestre sont en hausse de 82% par rapport au même trimestre un an plus tôt. Ils sont évalués à 20,624 milliards de FCFA, dont 16,955 milliards sur crédits multilatéraux et 3,669 milliards sur crédits bilatéraux.

Figure 8 : Evolution de la dette extérieure (milliards de FCFA)



Source : Direction de la dette

VI.3 La situation monétaire

VI.3.1. La situation monétaire

A fin juin 2009, les agrégats monétaires ont une certaine dégradation ; repli des avoirs extérieurs nets, hausse substantielle du crédit intérieur et accroissement de la masse monétaire.

Au premier semestre 2009, les avoirs extérieurs nets se sont inscrits en baisse de 25,8%, s'établissant à 336,7 milliards en juin 2009, contre 454,1 milliards en juin 2008. Cette situation a concerné aussi bien la position extérieure nette de la Banque Centrale

(-21,7%) que celle des établissements de crédit (-159,7%), en liaison d'une part, avec le repli des revenus pétroliers découlant de la baisse conjuguée du volume de la production vendue du pétrole et de ses cours sur le marché international et, d'autre part, la hausse des engagements des banques auprès de leurs correspondants pour la couverture des opérations de la clientèle.

Au cours de cette période, le crédit intérieur net s'est vigoureusement accru, s'élevant à 186 milliards en juin 2009, contre 9,9 milliards un an auparavant, entraîné surtout par

l'effondrement de la position créditrice de l'Etat.

En revanche, la position nette du système monétaire sur l'Etat, présentant une situation créditrice, s'est effondrée de 94,3% et se situe à 8,1 milliards en juin 2009, contre 142 milliards l'année précédente, du fait d'une part, de la baisse des dépôts publics et, d'autre part, à l'accumulation d'impayés sur les crédits consolidés et au tirage sur les avances en compte courant auprès de la Banque Centrale.

Au cours de la période sous revue, la masse monétaire a atteint 479 milliards à fin juin 2009 contre 414,7 milliards à fin juin 2008, soit une hausse en glissement annuel de

15,5%. Cette progression de la liquidité bancaire a impacté l'ensemble de ses composantes.

S'agissant des autres ressources du système monétaire, elles se sont inscrites en baisse de 11,3%, revenant à 43,7 milliards en juin 2009, contre 49,3 milliards un an plus tôt, en liaison avec la hausse des autres postes d'actif des banques notamment les réserves obligatoires et la perte nette en attente d'approbation enregistrée par un établissement de crédit en difficulté.

Tableau1 : Evolution de la situation monétaire.

Million FCFA	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	varjuin09 / mars-09	varjuin09 / juin-08
AVOIRS EXTERIEURS NETS	425241	450796	411985	458939	454081	553819	622386	481819	336721	-30%	-26%
CREDIT INTERIEUR	-9987	-31958	6603	3471	58944	871	-99367	69160	186011	169%	216%
CREANCES NETTES SUR L'ETAT	-158850	-161269	-103721	-113892	-120446	-165879	-277573	-116614	-8058	-93%	-93%
CREDITS A L'ECONOMIE	148863	129311	120497	140866	179390	166750	178006	185774	194069	4%	8%
MASSE MONETAIRE	367848	365208	379254	410387	463770	464228	470525	490136	479047	-2%	3%
AUTRES RESSOURCES	47406	53630	39334	52019	49255	120462	52294	60843	43685	-28%	-11%

Source : BEAC

Ont participé à la confection de cette note de conjoncture

Coordonnateur des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, DG INSEED

- **YOUSOUF AWARE NEISSA**, chef DSSE ;

Rédaction :

- **AHAMAT SOULEYMAN HACHIM**, Chef SCPM

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture

Comité de lecture :

- **MAIGUEDEM RIGMBAYE**, Chef SMR

- **IBRAHIM ABAKAR**, Responsable Répertoire et statistiques d'entreprise

- **MANTOBAYE MOUNDIGBAYE**, Responsable adjoint des prévisions
Macro-économiques

- **YOUSOUF IBN ALI**, Cadre au Département des Synthèses et Statistiques
Economiques

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture

- **DJINGAR NGARLEDJE**, Responsable adjoint de la Conjoncture

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle de conjoncture sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Etudes Economiques et Démographiques,**

B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.

Tél. (235) 2 52 31 64 Fax : (235) 2 52 66 13

Email : inseed@intnet.td

[Site Internet : www.inseed-tchad.org](http://www.inseed-tchad.org)